

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Syndicat Mixte du Trégor

**Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex**

Cahier des Clauses Administratives Particulières n°2016-08

Etabli en application du l'ordonnance 2015-889 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et du CCAG Prestations intellectuelles, relatif à :

Réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux inondations

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application des articles 27 du décret 2016-360 et de l'article 42 de
l'ordonnance 2015-889.**

Date et heure limites de remise des offres : mercredi 18 mai 2016 à 12h00



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché	4
Article 2 - Décomposition du marché.....	4
2-1-Allotissement	4
2-2-Forme du marché et modalités de reconduction	4
Article 3 - Obligations du titulaire	4
3-1-Pièces contractuelles	4
3-2-Protection de la main d'œuvre	4
3-3-Assurances	5
3-4-Autres obligations.....	5
3-4-1-Obligations relatives à la sous-traitance	5
3-4-2-Confidentialité.....	6
Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations.....	6
4-1-Durée du marché - Délai d'exécution	6
4-2-Pénalités de retard	6
4-2-1-Pénalités pour retard dans les délais d'exécution.....	6
4-2-2-Pénalités pour retard dans la remise des documents	6
Article 5 - Prix et règlement	7
5-1-Contenu des prix.....	7
5-2-Variation des prix.....	7
5-3-Modalités de règlement	7
5-3-1-Régime des paiements	7
5-3-2-TVA	8
5-3-3-Présentation des demandes de paiement.....	8
5-3-4-Répartition des paiements	8
5-3-5-Délais de paiement.....	9
5-3-6-Intérêts moratoires	9
5-4-Périodicité des paiements	9
5-5-Avance	9
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
6-1-Transfert des droits patrimoniaux	9
6-2-Utilisation des résultats de l'étude	9
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	10
7-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications	10
7-2-Garantie	10
Article 8 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	10
Article 9 - Résiliation	10
Article 10 - Litiges et différends	10
Article 11 - Dérogations aux documents généraux	10

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la réalisation de la prestation suivante :

Réalisation de diagnostics de vulnérabilité aux inondations

Article 2 - Décomposition du marché

2-1-Allotissement

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du marché et modalités de reconduction

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire non reconductible.

Article 3 - Obligations du titulaire

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;
- Le bordereau de décomposition des prix ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 16 Septembre 2009) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- La note méthodologique du titulaire et le planning prévisionnel fournis à l'appui de l'offre.

L'option retenue est l'option B du CCAG PI (cession de droits d'exploitation sur les résultats).

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 5-2 du présent CCAP.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

3-2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire doit remettre :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes :

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG PI.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-4-Autres obligations

3-4-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 133 du décret 2016-360 et à l'article 3.6 du CCAG PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner tel que précisé dans l'article 134 du décret 2016-360 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG PI).

3-4-2-Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Si le Syndicat Mixte du Trégor constate que cette obligation n'a pas été respectée, il est en droit de réclamer au titulaire du marché des dommages et intérêts équivalents à 5 % du montant total HT du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du marché - Délai d'exécution

Les prestations seront réalisées dans un délai de 52 semaines à compter de la notification du marché.

4-2-Pénalités de retard

4-2-1-Pénalités pour retard dans les délais d'exécution

Les dispositions de l'article 14 du CCAG PI s'appliquent.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3\,000}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = montant des prestations hors taxe, base de calcul des pénalités ;

R = nombre de jours de retard.

4-2-2-Pénalités pour retard dans la remise des documents

Les dispositions de l'article 14 du CCAG PI s'appliquent.

Lorsque le délai contractuel de remise des documents est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{3\,000}$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou, exceptionnellement, de l'ensemble des prestations si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Cette valeur est celle des prix figurant au marché éventuellement actualisés, mais non révisés ;
R = nombre de jours de retard.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'exécution des missions, notamment pour la participation aux réunions (transport, hébergement, restauration, participation d'expert si besoin, etc.), et la remise des rapports (frais de secrétariat, reprographie).

Les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base des prix indiqués à l'article 4.2 de l'acte d'engagement et des quantités réellement commandées et exécutées.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont fermes actualisables.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$P(n) = P(o)[\text{SYN}(n)/\text{SYN}(o)]$$

dans laquelle :

- au dénominateur figurent les valeurs des index correspondant au mois zéro ;
- au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes index afférentes au mois n de lancement des prestations moins 3 mois.

Les index utilisés sont les suivants :

SYN : Indice SYNTHEC prestations intellectuelles

Les index sont publiés au Bulletin Mensuel Officiel des Statistiques de l'INSEE et au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Le coefficient d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 115 du décret 2016-360.

5-3-2-TVA

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subit par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG PI ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

Syndicat Mixte du Trégor
Place O. Krébel – CS 60999
29679 MORLAIX cedex

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture ou du projet de décompte par les services du pouvoir adjudicateur.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Le rythme des paiements sera le suivant :

- Pour les réunions : le paiement interviendra à la remise du relevé de décision
- Pour les diagnostics des commerces et habitations : le paiement interviendra à la remise de tous les rapports de visite d'une même vague de diagnostic (conformément au bon de commande établi par le pouvoir adjudicateur)
- Pour les bâtiments communaux : le paiement interviendra à la remise de chaque rapport de visite.

Toutefois, conformément à l'article 114 du décret 2016-360, le titulaire du marché pourra demander des acomptes intermédiaires en fonction de l'avancement des prestations.

L'indication de la mention « service fait » sur la facture vaudra acceptation des prestations correspondantes. Le règlement du solde s'effectuera après décision de réception de la prestation.

5-5-Avance

Il ne sera pas alloué d'avance.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Transfert des droits patrimoniaux

Pour les prestations qui seraient soumises au code de la propriété intellectuelle, le pouvoir adjudicateur bénéficie du transfert des droits de reproduction, de représentation et de distribution.

Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :

durée : 10 ans

lieu : Finistère

6-2-Utilisation des résultats de l'étude

L'option retenue est l'option B du CCAG PI (cession des droits d'exploitation sur les résultats).

Les droits d'exploitation sur les résultats sont cédés à titre exclusif au pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article B.25 du CCAG PI. Celui-ci peut donc les exploiter librement dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 26.2 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

7-2-Garantie

Par dérogation à l'article 28 du CCAG PI, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 9 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon l'article 55 du décret 2016-360, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 50 et 51 du décret 2016-360 et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG PI.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 28 du CCAG PI par l'article 7.2 du CCAP

Fait à MORLAIX, le 15 avril 2016.